

Depuis le lundi 9 novembre, les quelques 1300 travailleurs (720 ouvriers, 370 employés et 220 cadres) de la Fabrique Nationale, à Herstal sont en arrêt de travail. L'assemblée générale des ouvriers FGTB s'est prononcée pour une grève au finish. La CSC –ouvriers- n'a pas adhéré au mouvement. Mais les travailleurs affiliés à la CSC, de même que les employés et cadres, en arrêt de travail, ont tenu à respecter le droit de grève. Les travailleurs de la FGTB et leur organisation syndicale, FGTB Métallos, revendiquent une augmentation salariale.

Pour une augmentation des salaires

En mai dernier, les Métallos FGTB -Wallonie-Bruxelles-n'ont pas, à l'inverse de leur organisation sœur en Flandres, signé le dernier accord sectoriel des Fabrications Métalliques. Un accord qui était en-deça de l'accord interprofessionnel 2009-2010.

La fédération patronale Agoria ne voulait rien entendre en ce qui concerne des augmentations salariales intégrées dans les salaires. Elle se prononçait pour une prime à concrétiser soit en assurance groupe, en assurance hospitalisation ou en chèques repas. Si aucun accord n'était signé avant le 30juin, ce serait les éco-chèques

Les 11 mai et 15 juin dernier, les métallos FGTB wallons marquaient le coup en organisant deux grèves de 24 heures.

A la FN, des négociations en front commun syndical étaient entamées avec la direction. De leur côté, les employés et cadres acceptaient une formule chèques repas améliorée (avec les jours d'absence comptabilisés pour le nombre de chèques). Fin juin, les négociations étaient rompues avec la délégation FGTB, la direction proposant la formule éco-chèques comptabilisés uniquement sur base des heures effectivement prestées.

« C'était quasi une provocation », souligne Guy François, le délégué principal de la FGTB.
« Les jours de grève, les heures d'assemblée générale, les congés de paternité, etc…, il fallait

décompter tout cela pour le calcul du nombre d'éco-chèques. Comme il n'y avait pas d'accord, la direction a imposé cette formule».

Devant cette nouvelle situation, la délégation FGTB a revendiqué une augmentation salariale et les ouvriers affiliés à la FGTB se sont prononcés pour une grève au finish.

La Région Wallonne: unique actionnaire de la FN

« Après tout, fait remarquer Guy François, on ne pourrait comprendre que le pouvoir politique –la Région wallonne étant l'actionnaire unique de la FN- ne prenne pas en compte cette revendication. A l'inverse des formules chèques-repas ou écochèques, les augmentations salariales alimentent la caisse de la Sécurité sociale que beaucoup d'acteurs politiques veulent mettre à mal, surtout les Libéraux. En plus, une augmentation intégrée dans les salaires est récurrente pour le calcul de la pension, de la prépension, pour l'indexation des salaires, etc.

Et puis, cette revendication est pleinement justifiée. « La FN se porte bien », précise le délégué principal de la FGTB. Et elle a bénéficié, comme la plupart d' autres entreprises, de cadeaux et d'allégements fiscaux, de diminutions de cotisations patronales à la sécurité sociale : 1,5 millions d'euros d'intérêts notionnels, chaque année ; allégements de cotisations sur le travail d'équipe, de nuit : quelque 850 000 euros en moins dans les caisses de la sécurité sociale ; rien que pour les heures supplémentaires : 85000 euros ! ».

Faire sauter le verrou

Le conflit à la FN portant sur les salaires a valeur de test. Avec ses quelque 1300 travailleur/euses (ouvriers, employés et cadres), la FN reste une entreprise phare dans la région et dans les Fabrications métalliques. Dans le contexte actuel où patronat et pouvoir politique (gouvernement fédéral et gouvernements régionaux/communautaires) se sont mis d'accord pour faire payer la crise à ceux et celles qui en sont victimes, la question salariale est immédiatement conflictuelle et nécessite l'unité syndicale, la mobilisation de tous les travailleurs dans la grève, la solidarité, au-delà de l'entreprise, sur le même objectif.

Il s'agit en fait d'imposer une autre répartition des richesses produites par les travailleurs. Répartition de plus en plus inégale depuis une vingtaine d' années. Il n'y a plus de liaison des salaires à la productivité ; toujours moins pour les salaires, pour les dépenses sociales et toujours plus pour les dividendes aux actionnaires, pour les rémunérations des PDG, des staffs directionnels, des « experts ».

« *Nous devions nous battre ensemble pour les salaires* », souligne encore Guy François. «*Mais la CSC n'a pas la même préoccupations que nous en terme de pouvoir d'achats puisqu'ils ont acceptés ce système d'éco-chèques. On va devoir augmenter la pression sur nos politiciens* ».

La LCR marque son entière solidarité avec les travailleurs en lutte à la FN.

Motion de solidarité de la FGTB Interprofessionnelle Verviers-Communauté germanophone

Solidarité avec la FGTB de la FN pour défendre le droit de grève!

L'assemblée générale des militants de la FGTB de Verviers et Communauté germanophone s'est réunie ce mardi 17 novembre 2009. Elle a été informée des actions menées par les ouvriers FGTB à la FN de Herstal.

La grève qu'ils mènent est juste et légitime. Ils refusent de se voir imposer une augmentation de pouvoir d'achat à travers des éco-chèques. Ils revendiquent des augmentations équivalentes dans leur salaire brut et donc avec contribution au budget de la Sécurité sociale!

L'assemblée s'insurge par contre vis-à-vis de la réaction de la direction de l'entreprise. Elle refuse la négociation mais consacre, pour casser la grève, un budget équivalent... au financement de 3 années de la revendication des grévistes! A l'évidence la volonté est ici de casser la FGTB à l'intérieur de l'entreprise.

La FN est une des rares multinationales participées par la Région wallonne. A ce titre, sa direction et son management devraient se comporter de manière exemplaire dans ses relations sociales. C'est loin d'être le cas.

L'assemblée générale mandate son Bureau exécutif pour interpeller à ce sujet les partis de l'Olivier qui composent le gouvernement wallon.

Elle en appelle, par ailleurs, à tous les mandataires politiques qui se réclament de la gauche et du socialisme à se mobiliser pour défendre le droit de grève qui est l'objet à la FN d'une attaque sournoise et inacceptable.